

Le Mémo

de la Table

6 mars 2015

ÇA BOUGE PAS MAL À LA TABLE !

Encore une fois, la Table est heureuse de vous transmettre son nouveau MEMO. Habituellement, à la une de ce bulletin, la Table présente l'un de ses dossiers prioritaires. Exceptionnellement, nous débiterons par une présentation succincte des différents dossiers sur lesquels la Table travaille actuellement. Mais d'abord, soulignons que, lors de la dernière rencontre de conseil d'administration, la Table a accueilli un 40e membre, la Fédération de CAAP (centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes). Encore une fois, bienvenue !

En lien avec les mesures d'austérité appliquées par le gouvernement Couillard, la Table met beaucoup d'énergie au sein de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services. C'est d'autant plus le cas que Kim De Baene, notre responsable des communications, est à la fois co-porte-parole ainsi que membre du comité action-suivi de cette Coalition (et, jusqu'à dernièrement, du comité solutions fiscales aussi). Comme vous le constaterez à la page 6, la semaine nationale d'actions dérangeantes a pris une ampleur inégalée. De plus, la contribution de la Table sera loin de diminuer puisqu'une journée de perturbations / mobilisations / grèves est à venir pour le 1er mai.

L'austérité a aussi un impact direct sur la campagne « Je soutiens le communautaire ». En effet, les OCASSS font face à

une augmentation des besoins de la population, ce qui amène notamment une surcharge de travail. Collectivement, les subventions PSOC pour la mission globale souffrent toujours d'un manque à gagner de 225 millions de dollars annuellement. Individuellement, de nombreux groupes sont au bout du rouleau, conséquences du sous-financement chronique. Le comité de coordination (COCO), composé de membres de la Table et de la Coalition des tables régionales d'organismes communautaires (CTROC), a élaboré un plan d'actions pour l'année à venir, pour continuer de porter les revendications de la campagne tout en dénonçant les choix politiques actuels du gouvernement, choix qui ont des conséquences directes sur les personnes qui fréquentent les groupes. Ce plan d'action fera partie du bulletin de campagne qui sera diffusé la semaine prochaine. Par l'entremise des deux travailleuses, du COCO et des regroupements membres, la Table met beaucoup d'énergie dans la campagne, en particulier pour soutenir les groupes dans les actions, produire les bulletins, s'occuper des communications (traditionnelles et par médias sociaux), rédiger différents outils, alimenter les analyses, etc.

Outre le travail conjoint fait pour la campagne, soulignons, qu'en concertation avec la CTROC, la Table contribue beaucoup à l'élaboration des analyses et à la défense des positions, au sein du comité de suivi de l'application de la convention et du

Suite à la page 3

La Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles est formée de 40 regroupements nationaux actifs à la grandeur du Québec. Ceux-ci représentent différents secteurs et différentes problématiques liées à la santé. À travers ses membres, la Table rejoint plus de 3 000 groupes communautaires de base de toutes les régions du Québec et de tous les secteurs. L'équipe de la Table est composée de Mercédez Roberge, coordonnatrice et Kim De Baene, responsable des communications et des liaisons avec les membres.

Contenu de ce MEMO

- Ça bouge pas mal à la table !
- Lobbyisme - le ministre Jean-Marc Fournier rencontrera la délégation le 16 mars. Dépassons les 1000 signatures
- Lancement national et montréalais de la Marche mondiale des femmes (MMF) 2015
- Coupes à l'aide sociale - Menace de fermeture pour 40 centres de traitement. Signez la pétition !
- Aide sociale : propagation d'idées fausses
- La semaine d'actions contre l'austérité a été historique: Près de 100 actions tenues à travers le Québec
- Oui, les mesures d'austérité touchent davantage les femmes !
- Dénonciation des coupures au Conseil du statut de la femme
- Le projet de loi 28 tourne le dos aux femmes des régions
- Spénard s'excuse auprès de la présidente de la Fédération des femmes du Québec
- La fin du tarif unique en garderie : une menace à l'autonomie économique des femmes !
- Aide juridique : Québec repousse la hausse des seuils d'admissibilité à janvier 2016
- Informatique au gouvernement : une enquête publique réclamée
- Des radars photos au lieu de programme de sensibilisation et d'aide aux victimes
- La Ligue des droits et libertés se réjouit du retrait des accusations et maintient sa demande d'abrogation de P-6
- Depuis le 1er mars c'est le Défi santé ! Et l'ACSM y est impliquée !
- Canevas d'atelier sur la santé, la sexualité et les relations intimes
- L'amitié en 30 secondes chrono
- Mieux comprendre les ressources conseil grossesse anti-choix au Québec
- L'action communautaire : quelle autonomie pour ses destinataires
- Lancement du registre des frais facturés lors de consultations médicales
- Quelle est la valeur de l'action bénévole ?
- Une 10e édition pour la Semaine québécoise des popotes roulantes !
- Rendez-vous annuels 2015 de Présâges
- The oldest game : un jeu vidéo sur la prostitution
- Forum Innover pour continuer 27-28 mars 2015
- Générations complices = communautés engagées

Lobbyisme

le ministre Jean-Marc Fournier rencontrera la délégation le 16 mars Dépassons les 1000 signatures pour le dépôt!

En juin 2014, le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, Jean-Marc Fournier, a annoncé qu'il prévoyait déposer un projet de loi, notamment pour élargir la portée de la Loi. Ce dernier a annoncé le 25 janvier 2015 qu'il souhaitait déposer un projet de loi ce printemps. La Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme doit rendre visible ce qui se passerait autrement dans l'ombre : l'assimilation de tous les OSBL à des lobbyistes causera davantage de problèmes qu'elle n'en résoudra.

Si vous n'avez pas encore transmis dans vos réseaux l'invitation à signer la lettre – hâtez-vous de le faire!! Les signatures seront recueillies jusqu'au 12 mars inclusivement afin d'être déposées lors de la rencontre avec le ministre Jean-Marc Fournier. Lancée le 11 novembre 2014, la lettre a jusqu'à présent recueillie 937 signatures - et la cueillette se poursuit jusqu'au 12 mars 2015. Pour en savoir plus et pour signer : <http://bit.ly/1xIS1gQ>

Suite de l'article en page couverture...

groupe de travail sur l'amélioration continue du PSOC – tout récemment formé. Davantage d'informations sur ces deux comités seront transmises par le Bulletin de la campagne, mais nous pouvons vous confirmer que la prochaine convention PSOC couvrira trois années, comme prévu initialement, soit 2015-2018. La réception d'une lettre mettant fin aux doutes des derniers jours est imminente.

Quant au Groupe de travail sur l'amélioration continue du PSOC (issu de l'engagement 11 du 23-10-2013 du MSSS), une première rencontre a eu lieu le 16 février et la suivante aura lieu le 10 avril. D'ici là nous devrions avoir la confirmation que les sujets suivants y seront abordés : le programme national dédié à la mission globale, les seuils planchers nationaux, les typologies et leurs définitions, les critères et les indicateurs utilisés, les modes de financement et les priorités ministérielles, l'équité et les programmes services. Rappelons que ce Groupe de travail est un lieu pour présenter les améliorations structurelles que nous voulons pour le PSOC. Les revendications financières seront quant à elles présentées devant les instances politiques et budgétaires, soit auprès de la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique, madame Lucie Charlebois, de même qu'auprès de ses collègues ministres du Conseil du Trésor et des Finances.

Dans le contexte économique et politique actuel, plusieurs groupes témoignent avoir été invités ou incités à se fusionner à un autre organisme. Certaines démarches seraient officielles, d'autres non. Des cas impliqueraient Centraide, d'autres seraient le résultat des commentaires de député, de ministre ou de fonctionnaire. La Table invite présentement les organismes locaux, régionaux et nationaux à répondre à un sondage qu'elle

a préparé afin de documenter le phénomène. Les réponses permettront d'établir les stratégies appropriées.

La réorganisation monstre du ministère de la Santé et des Services sociaux santé (dont le PL10) fait aussi partie des dossiers actuellement suivis par la Table. Elle a partagé des documents d'analyse sur le projet de loi, présenté un mémoire et suivi toutes les étapes, jusqu'à son adoption, sous le bâillon, entre autre en considérant les impacts qu'il aura pour le mouvement communautaire, ce qu'elle continuera d'ailleurs de faire.. La Table a notamment présenté son analyse lors du 2e Rendez-vous national sur l'avenir du système public de santé et de services sociaux (09-12-2014) et elle contribue aux actions et positions de la Coalition solidarité santé sur le sujet.

La Table mène de front d'autres dossiers importants tel que celui sur le lobbyisme. Pour s'opposer à l'assimilation de tous les OSBL à des lobbyistes, elle a lancé, en collaboration avec plusieurs organisations alliées, une campagne de lettres qui a déjà recueilli plus de 1 000 signatures. Ces nombreuses oppositions à une assimilation des OSBL seront mises de l'avant lors de la rencontre obtenue avec le ministre Jean-Marc Fournier, le 16 mars prochain.

Voici donc ce qui demande actuellement beaucoup d'énergie à l'ÉNORME permanence de la Table (c'est ironique puisque la permanence n'est composée que de deux personnes). Sachez que les travaux de la Table peuvent être suivis par les publications du MÉMO mais aussi via notre page Facebook (www.facebook.com/TableDesRegroupements) et sur notre compte Twitter (#TRPOCB).

FEMMES EN MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ



Le 8 mars, c'est la Journée internationale des femmes. Voir l'article à la page suivante !

Visuel :

Le Collectif 8 mars, Huguette Latulippe/Promotion inc. Illustration : Virginie Egger

Lancement national et montréalais de la Marche mondiale des femmes (MMF) 2015

La MMF appelle à venir marcher à Montréal pour souligner la Journée internationale des femmes et le lancement des actions de la MMF 2015. Sous le signe de la résistance, la MMF au Québec dénoncera la destruction sociale et environnementale actuellement en cours. Entre le mensonge de l'austérité et la promotion d'une économie basée sur l'exploitation des personnes et des ressources, les gouvernements contribuent à une attaque en règle contre les femmes, la justice sociale et l'intégrité de la Terre. Devant cette attaque, nous serons en résistance !

2 RENDEZ-VOUS – 2 POSSIBILITÉS :

1) Marche des femmes de diverses origines (FDO) 13h00 Place Norman Bethune, Métro Guy-Concordia. Marche avec arrêts symboliques et des messages contre la destruction sociale et environnementale; contre l'austérité, les oléoducs et la militarisation. Voir l'événement Facebook pour en savoir plus : <https://www.facebook.com/events/568146209994281>

2) Freeze contre la militarisation 13h55 Place Montréal Trust Métro McGill (sous sol étage des restaurants), devant le Magasin Winners :

- Les femmes sont appelées à marcher librement et au roulement de tambour, elles devront s'immobiliseront durant 2 minutes.
- Durant 2 minutes, il y aura un drop de bannière illustrant que trop de femmes tombent sur la terre à cause des conflits armés.
- Le signal de fin sera donné par un 2e roulement de tambour.
- Et toutes diront en chœur : «Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche!»

ACTIONS RÉGIONALES

Différentes actions auront lieu dans de nombreuses régions du Québec. Pour connaître l'action qui se déroule dans votre région Consulter le site : <http://bit.ly/1wbr3vg>

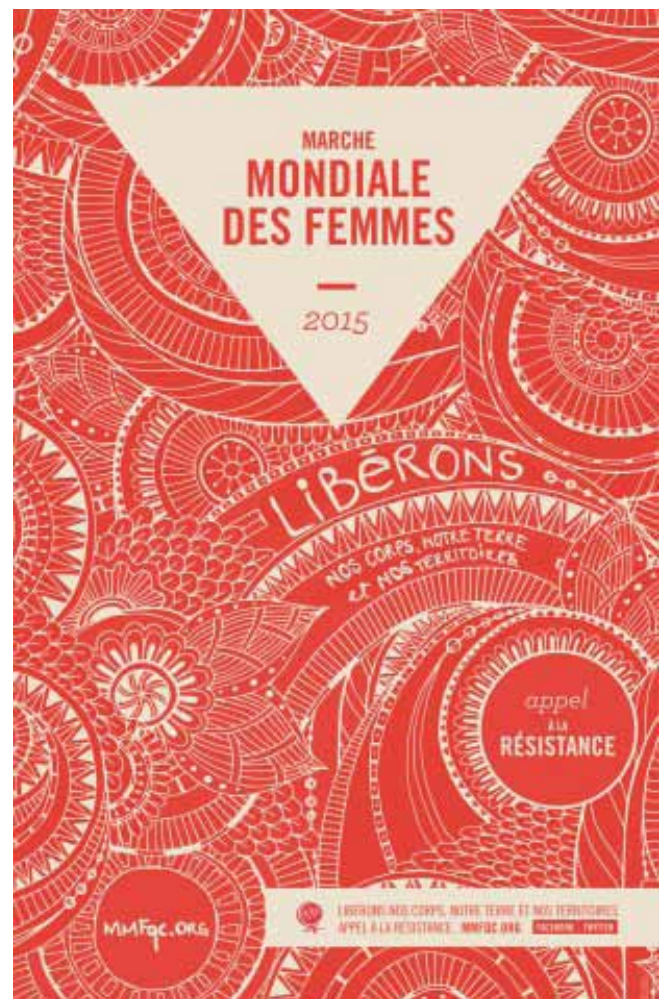
24 AVRIL 2015 - 24 HEURES D'ACTIONS FÉMINISTES

Le 24 avril 2015, plus d'un millier de travailleuses et de travailleurs ont trouvé la mort, et plusieurs autres ont été blessées

dans l'effondrement du « Rana Plaza », un édifice de huit étages abritant des ateliers de confection textile.

La Marche mondiale des femmes, à l'international tout comme au Québec, appelle à un 24 heures d'actions féministes en solidarité avec les femmes d'ici et d'ailleurs. Le 24 avril 2015 entre 12 h et 13 h, nous invitons les groupes féministes et alliés à organiser des actions locales pour dénoncer le système économique actuel, le capitalisme néolibéral, patriarcal, colonialiste et raciste, responsable de l'exploitation du travail des femmes partout dans le monde.

Aussi à venir, une caravane des résistances et alternatives féministes et d'autres événements. Voir : <http://bit.ly/1wbr3vg>



Coupes à l'aide sociale - Menace de fermeture pour 40 centres de traitement Signez la pétition !

L'Association québécoise des centres d'intervention en dépendance (AQCID), un regroupement membre de la Table, dénonce les coupes à l'aide sociale et prévoit la fermeture d'au moins 40 centres de traitement des dépendances dans la province. La réforme annoncée par le ministre François Blais le 28 janvier dernier entraînera en moyenne un déficit annuel de 150 000 \$ par centre. Dans la population, on parle de 7 320 personnes qui devront chercher de l'aide ailleurs, les listes d'attente s'étirant déjà sur plusieurs mois. Les économies que souhaite faire le MESS par ces changements entraîneront une augmentation des coûts au sein d'autres ministères. Ces impacts sont inacceptables. Pour cette raison, L'AQCID invite les individus à signer la pétition sur le site de l'Assemblée nationale d'ici le 16 mars : <http://bit.ly/1BWIB0Q>



Aide sociale : propagation d'idées fausses

Il est encore temps pour le Québec de renoncer à des réformes contre-productives et d'abandonner un discours méprisant basé sur des fausses idées qui portent atteinte à la dignité humaine. À Montréal, 127 000 personnes (dont 50 000 enfants) tentent de survivre à l'aide financière de dernier recours. En plus de contraintes sévères ou temporaires à l'emploi dues à une condition médicale ou reliées à une situation de handicap qui affectent la majorité des prestataires, ces personnes font face à différents obstacles : pénurie d'emplois, faible niveau de scolarisation, difficultés de lecture, expérience professionnelle limitée, inaccessibilité des lieux de travail et barrières linguistiques. Il faut aussi rappeler qu'une personne prestataire doit déjà répondre à toute une liste de critères pour être admissible et ne recevoir aussi peu que 616\$ par mois pour faire face à toutes ces dépenses incluant le logement, un montant tout à fait insuffisant.

À l'heure actuelle, au-delà de 100\$ ou 200\$ de revenu de travail par mois selon le programme, chaque dollar gagné est déduit du chèque d'aide sociale

Selon les estimations du ministère, seules quelques centaines de prestataires seraient concernés par les réformes dont ont fait état les médias récemment, telles que les critères de résidence, la valeur des propriétés immobilières ou la sous-location de chambres. Ces mesures détournent l'attention et les énergies qui devraient être consacrées à l'amélioration des conditions de l'ensemble des personnes en situation de précarité.

Pour lire le communiqué complet : <http://bit.ly/1zVq4Lg>

Aussi concernant l'aide sociale, le Comité Tanné(e)s d'être pauvre, invite la population à soutenir la proposition qu'il souhaite faire au gouvernement pour améliorer les conditions de vie et d'emploi des personnes soumises à des limitations et des contraintes sévères à l'emploi. Une lettre-type pour les organismes et une pétition en ligne sur le site de l'Assemblée nationale sont disponibles. Pour en savoir plus : <http://www.rrasmq.com>

La semaine d'actions contre l'austérité a été historique: Près de 100 actions tenues à travers le Québec

Après avoir fait la recension complète des activités tenues dans les différents milieux, la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (Coalition Main rouge - où la Table est membre et très impliquée) annonce que ce sont 100 actions de mobilisation et de sensibilisation qui ont été tenues durant la semaine nationale d'actions dérangeantes qu'elle a initiée. Elle tient à souligner à la fois le nombre et la diversité des événements organisés, tous les jours, dans toutes les régions du Québec.

Tout au long de la semaine, les groupes sociaux ont démontré leur ras-le-bol et la grogne populaire face aux mesures d'austérité. Des mobilisations en tous genres ont été organisées : des rassemblements, des manifestations locales et régionales, autant dans des quartiers de Montréal que dans le Nord-du-Québec; des occupations de bureaux et de banques; des interventions bruyantes lors d'activités politiques et économiques; des descentes de bannières dans plusieurs villes; des livraisons d'objets symboliques à des députés ainsi que la fabrication de murs de glace devant leurs bureaux. Plusieurs citoyennes et citoyens ont d'ailleurs sorti leurs casseroles à ces occasions. Un grand nombre d'activités de sensibilisation ont aussi été proposées dans les quartiers, dans les endroits publics, dans les milieux de travail, dans plusieurs institutions d'enseignement et dans divers organismes. Des groupes communautaires, des centres de femmes et des groupes d'alphabétisation populaire ont aussi lancé des campagnes d'information sur le web. La

Coalition a quant à elle tenu une manif-action et s'est invitée à l'Association des banquiers canadiens (le communiqué est disponible : <http://nonauxhausses.org/2015/02/23/banques/>). L'ensemble de ces actions visaient à dénoncer les choix idéologiques et politiques actuels. Les groupes ont rappelé que le Québec peut faire autrement en allant chercher l'argent là où il y en a.

Les mobilisations ont atteint une diversité inégalée. Des gens de tous les milieux ont répondu aux différents appels et ce, malgré les grands froids vécus cette semaine.

La Coalition lance le message que ces actions ne sont qu'un début : le gouvernement Couillard doit s'attendre à une multiplication d'événements dans les prochains mois afin qu'il prenne une autre voie que celle de l'austérité. Galvanisés par la volonté des citoyennes et citoyens avec qui ils travaillent pour faire changer les choses, les groupes membres de la Coalition ont adopté à l'unanimité un appel à une journée de grèves, mobilisations sociales et de perturbations économiques le 1er mai 2015. Pour l'occasion, la Coalition Main rouge coordonnera diverses actions. Elle transmettra plus de détails dans les prochaines semaines.

Pour lire le communiqué bilan : <http://nonauxhausses.org/2015/03/05/communiquebilan/>



Oui, les mesures d'austérité touchent davantage les femmes !

Suite au dévoilement d'une étude menée par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) portant sur les mesures d'austérité et les femmes, les membres du Collectif 8 mars (composé de plusieurs membres de la Table) sonnent l'alarme sur la gravité de la situation. L'étude de l'IRIS confirme une conviction : les mesures d'austérité pénalisent davantage les femmes, à plus forte raison lorsqu'elles sont pauvres, immigrantes, racisées ou vivant avec un handicap.



Au Québec, les mesures d'austérité se traduisent plus particulièrement par une diminution des services de l'État et de la fonction publique ainsi que par une attaque systématique aux programmes sociaux : abolition du tarif unique dans les centres de la petite enfance (CPE), saccage des régimes de retraite, coupes dans les groupes de défense des droits des femmes, gels de salaires et réductions de personnel, tout y passe. Force est de constater que les femmes sont une fois de plus perdantes : ces dernières absorbent les mesures d'austérité à hauteur de 13 milliards de dollars alors que les hommes en assument 9,9 milliards (2008-2009 à 2013-2014).

Pour lire le communiqué : <http://bit.ly/18XyPix>
Pour l'étude de l'IRIS : <http://bit.ly/1CHXW5b>

Dénonciation des coupures au Conseil du statut de la femme

Des regroupements et groupes nationaux féministes, dont plusieurs membres de la Table, se désolent de la fermeture des antennes régionales du Conseil du Statut de la femme. Il semble que l'obsession de ce gouvernement pour imposer à tout prix son programme d'austérité découlant de l'idéologie conservatrice ne connaisse aucune limite, particulièrement dans son acharnement à s'attaquer aux droits des femmes et son refus d'utiliser l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) permettant pourtant de tenir compte des impacts sur les femmes des mesures budgétaires qu'il met de l'avant.

La ministre de la Justice, en charge de la condition féminine, se doit de défendre les acquis, les institutions et les groupes

de femmes ! Le CSF constitue un outil important pour atteindre l'égalité. Les structures actuelles du CSF doivent être maintenues et financées adéquatement. L'égalité pour toutes les femmes est évidemment loin d'être atteinte et les acquis sont très fragiles.

Pour toutes ces raisons, les regroupements et groupes nationaux féministes dont plusieurs membres de la Table dénoncent les restrictions budgétaires du gouvernement Couillard qui forcent la fermeture des derniers bureaux régionaux du Conseil du statut de la femme (CSF). Communiqué complet : <http://bit.ly/1BOZtoO>

Le projet de loi 28 tourne le dos aux femmes des régions

Le 10 février dernier, le Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) présentaient leurs positions sur le développement local et régional. Ils ont tenté de convaincre le gouvernement de prendre en compte la réalité et les besoins des femmes des régions de même que leur nécessaire contribution aux décisions qui concernent le développement des régions du Québec.

Les modifications que le projet de Loi 28 apporte à la gouvernance municipale en matière de développement local et régional sont incompatibles avec l'atteinte de l'égalité pour les femmes. Le projet de loi prévoit remettre les rênes du développement territorial entre les mains des Municipalités régionales de comté (MRC), ce qui équivaut, encore une fois, à écarter les femmes des décisions les concernant.

Avec le projet de loi 28, ce sont également les 19 ententes régionales en matière d'égalité pour les femmes qui sont reléguées au néant; ce sont des projets qui visent l'autonomie économique des femmes ou leur représentation dans les lieux de pouvoir qui sont annulés; ce sont des groupes de femmes en région qui voient leur déjà maigre financement menacé. De plus, dans les régions et plus spécifiquement celles dites « régions ressources », la ségrégation professionnelle des emplois fait que les emplois des femmes sont concentrés dans les services publics, parapublics et gouvernementaux. Ce sont justement ces emplois qui disparaissent en région. Et ce, c'est sans compter l'effet négatif pour les femmes de l'ensemble des mesures d'austérité. Pour lire tout le communiqué : <http://bit.ly/1BPkyjJ>

Spénard s'excuse auprès de la présidente de la Fédération des femmes du Québec



Le député caquiste André Spénard s'est excusé suite à ses propos banalisant les agressions sexuelles en augmentation dans le nord du Québec. Les déclarations du député répondaient au mémoire déposé le 10 février dernier par la Fédération des femmes du Québec (FFQ) sur le projet de loi 28. La présidente de la

FFQ, Alexa Conradi, garde un très mauvais souvenir de son

échange avec le député de Beauce-Nord, devant la commission parlementaire qui étudiait le projet de loi 28, le 10 février dernier. Rappelons que M. Spénard avait rejeté du revers de la main l'argumentaire du groupe féministe. Il avait répliqué en disant que « si les agressions sexuelles augmentent dans ce coin-là, ce sera à la Sécurité publique à mettre plus de policiers. C'est comme ça ». Puis, il avait ajouté: « On n'arrêtera pas les ressources naturelles et l'extraction du minerai de fer, de cuivre, ou l'or, parce qu'il y a plus d'agressions sexuelles dans ce coin-là! » Pour lire le communiqué : <http://bit.ly/1McFDoH>

La fin du tarif unique en garderie : une menace à l'autonomie économique des femmes !



regroupement membre de la Table, a présenté son mémoire devant la Commission des finances publiques chargée d'étudier le projet de loi 28. Elle y a abordé la question de la modulation

de la subvention offerte en fonction du revenu familial. Si cette mesure était adoptée, cela entraînerait la fin de la politique des services de garde à prix unique. Pour la Fédération, la fin de l'universalité des services de garde subventionnés constitue un

recul inacceptable pour les femmes qui ont de jeunes enfants !

Communiqué complet : <http://bit.ly/1aQZq1i>
Mémoire : <http://bit.ly/1DTaKRu>

AIDE JURIDIQUE : QUÉBEC REPOUSSE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À JANVIER 2016



La hausse du seuil d'admissibilité à l'aide juridique était initialement prévue le 1er juin 2015, mais l'état des finances publiques a incité le gouvernement à repousser de quelques mois son entrée en vigueur. La Coalition pour l'accès à l'Aide juridique a diffusé,

mercredi le 25 février dernier, un communiqué pour dénoncer ce retardement. La Coalition s'interroge sur les véritables motifs de ce report inopportun d'un ajustement essentiel aux seuils d'accès à l'Aide juridique. Comment le gouvernement peut-il affirmer ne pas avoir maintenant les moyens d'effectuer cette hausse mais qu'il les aura dans 7 mois ? Tout cela semble démontrer que le gouvernement est totalement aveuglé par ce dogme de l'austérité qui dicte ses moindres décisions. Pour en savoir plus : <http://www.coalitionaidejuridique.org/>

Informatique au gouvernement : une enquête publique réclamée

Des organisations civiles réclament la tenue d'une enquête publique sur l'octroi des contrats dans le domaine des technologies de l'information au gouvernement du Québec. Face aux perpétuels dépassements de coûts et à la place grandissante des technologies de l'information dans nos vies, les signataires d'une déclaration commune demandent au gouvernement d'instaurer le plus rapidement possible un processus d'enquête publique et un débat public sur l'informatique au gouvernement du Québec.

Ces organisations demandent à tous les partis d'opposition d'endosser la demande d'enquête publique et de la porter à l'Assemblée nationale. Elles invitent également la population à signer une pétition en ligne sur le site Avaaz qui s'intitule « Demande d'enquête sur les contrats en informatique au gouvernement du Québec ». Pour en savoir plus : <http://bit.ly/1EUB6XI>

Des radars photos au lieu de programme de sensibilisation et d'aide aux victimes

Selon une enquête menée par la journaliste Julie Marceau, de Radio-Canada, les fonds recueillis par les radars photo ne servent pas aux fins qu'ils devaient servir au préalable. Ces fonds, selon la loi, devaient servir à des programmes de sensibilisation à la sécurité routière et à l'aide aux victimes de la route. Or, il n'en est rien. Le Regroupement des associations de personnes traumatisées craniocérébrales du Québec (RAPTCCQ), un regroupement membre de la Table suit de près ce dossier. Pour en savoir davantage, nous vous invitons à regarder le reportage : <http://bit.ly/1DThvCW>

La Ligue des droits et libertés se réjouit du retrait des accusations et maintient sa demande d'abrogation de P-6

La Ligue des droits et libertés (LDL), dont la Table est membre, se réjouit de l'annonce faite par la Ville de Montréal de retirer les accusations pour les constats d'infractions remis en vertu de P-6 à plusieurs centaines de manifestant-e-s depuis 2012. À cette occasion, la LDL réitère sa demande visant l'abrogation de ce règlement municipal « qui a, depuis son origine en 1969, été à juste titre désigné comme le « règlement anti-manif » de la Ville de Montréal », indique Me Denis Barrette, militant et porte-parole de la LDL. La suite à : <http://bit.ly/1E0Mi3c>

Depuis le 1er mars c'est le Défi santé ! Et l'ACSM y est impliquée !

Défi Santé 5|30|Équilibre

Concrètement, le Défi Santé c'est viser l'atteinte de 3 objectifs, en solo, en famille ou en équipe, pendant 6 semaines,

du 1er mars au 11 avril. L'un des objectifs est lié à l'équilibre. Les personnes sont invitées à prendre une pause pour avoir un meilleur équilibre de vie. Chaque semaine pendant le Défi Santé, un type de pauses sera exploré. Cet objectif est présenté dans le cadre de la campagne Prendre une pause, ç'a du bon ! de l'Association canadienne pour la santé mentale division Québec, un regroupement membre de la Table. Pour en savoir plus : <http://www.defisante.ca/fr/accueil>

Canevas d'atelier sur la santé, la sexualité et les relations intimes



La Collective pour un ouvrage de référence participatif sur la santé des femmes (CORPS des femmes) propose un atelier pour faciliter la discussion et les échanges à propos de la sexualité et des relations intimes. Plus d'information sur ce projet à : <http://bit.ly/18XPPoS>

L'amitié en 30 secondes chrono



Le Regroupement québécois du parrainage civique, un regroupement membre de la Table, a lancé trois capsules vidéo pour faire connaître le concept du parrainage aux internautes. Ces clips de 30 à 40 secondes illustrent la réalité du parrainage : des instants partagés où l'amitié transcende les différences. Une personne vivant avec une incapacité rencontre quotidiennement plusieurs obstacles à son intégration sociale. Si la présence d'une marraine ou d'un parrain peut l'aider à les franchir, elle lui permet surtout de sentir qu'elle a sa place dans la communauté. Pour voir les capsules : <http://bit.ly/1BWEPEL>

Le Regroupement québécois du parrainage civique, un regroupement membre de la Table, a lancé trois capsules vidéo pour faire connaître le concept du parrainage aux internautes. Ces clips de 30 à 40 secondes illustrent la réalité du parrainage : des instants partagés où l'amitié transcende les différences. Une personne vivant avec une incapacité rencontre quotidiennement plusieurs obstacles à son intégration sociale. Si la présence d'une marraine ou d'un parrain peut l'aider à les franchir, elle lui permet surtout de sentir qu'elle a sa place dans la communauté. Pour voir les capsules : <http://bit.ly/1BWEPEL>

Mieux comprendre les ressources conseil grossesse anti-choix au Québec

Mieux comprendre
les ressources
conseil grossesse
anti-choix
au Québec



La Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN), un regroupement membre de la Table, lance un outil d'information et de réflexion sur les pratiques des « ressources conseil grossesse »

anti-choix et leurs impacts inquiétants sur les femmes enceintes et les droits reproductifs. La FQPN rend aussi accessible un dépliant et un jeu interactif pour arriver à les démasquer. Voir : <http://www.fqpn.qc.ca/actualites/surprise/>

L'action communautaire : quelle autonomie pour ses destinataires



L'autonomie est depuis longtemps une revendication du mouvement communautaire au Québec. Les organismes la réclament autant pour leur propre gestion organisationnelle que pour les destinataires de leurs interventions. Ils ont d'ailleurs obtenu une reconnaissance institutionnelle

de leur autonomie avec l'adoption, en 2001, de la Politique gouvernementale en matière d'action communautaire. Mais qu'en est-il de l'autonomie de leurs destinataires? Voici un texte fort intéressant sur la question. Bonne lecture : <http://bit.ly/1aR1Tc8>

Lancement du registre des frais facturés lors de consultations médicales



Le Comité de lutte en santé de la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles a annoncé la mise en ligne d'un registre des frais facturés lors de consultations médicales. Le registre est un outil de collecte de témoignages de toute personne qui débourse des frais pour obtenir un soin, un traitement

ou un service médical. Il s'adresse également à toute personne qui n'a pas pu obtenir un soin ou un service médical. Le registre est disponible à : <http://ccpsc.qc.ca/registre>

Quelle est la valeur de l'action bénévole ?



Le 19 janvier dernier, Bénévoles Canada a réuni des chefs et des professionnels des secteurs public, privé et à but non lucratif pour la rencontre « Valeur de l'action bénévole : Dialogue national sur l'impact du bénévolat ». Le but de cet événement était d'explorer les bienfaits et les approches à la mesure de la valeur sociale et économique du bénévolat du point de vue des organismes, des communautés, des entreprises, des gouvernements, des instituts académiques et des bénévoles. Pour en savoir plus : <http://volunteer.ca/blog/vov-vab-recap-resume>

Une 10e édition pour la Semaine québécoise des popotes roulantes !



Du 5 au 21 mars 2015, se tiendra cette semaine sous le thème « De la cuisine à votre porte, juste pour vous, à petit prix ». La popote roulante est un service bénévole de livraison de repas qui permet à des milliers de personnes en perte d'autonomie, majoritairement âgées, de rester dans leur domicile. Malheureusement, ce service indispensable est encore trop méconnu.

Vous voulez connaître les popotes et la semaine ? Voir le site du regroupement des popotes roulantes, un membre de la Table : <http://bit.ly/1GrpNYD>

Rendez-vous annuels 2015 de Présâges



Être bénévole est souvent exigeant! Cet engagement demande énergie et attention afin de soutenir ceux qui en ont besoin. Comment garder sa vitalité à son meilleur, tant pour soi que pour les autres? « Être à mon meilleur pour donner mon meilleur » est le thème des Rendez-vous annuels 2015 de PRÉSÂGES. Découvrez des trucs et astuces indispensables pour rester actif, équilibré et dynamique. Voir : <http://bit.ly/1wbBorl>

The oldest game : un jeu vidéo sur la prostitution



Des étudiants de l'université Concordia à Montréal développent un jeu vidéo pour sensibiliser la population à la complexité du plus vieux métier du monde, la prostitution. Évaluer la dangerosité du client, demander au chauffeur de rester ou non en bas de l'immeuble pendant les visites, signaler ou non sa présence au réceptionniste... Dans le jeu vidéo The Oldest Game, le joueur incarne une prostituée qui exerce au Canada. Après l'adoption de nouvelles lois antiprostitution, qui ont suscité un vif débat en décembre dernier, une équipe de chercheurs de l'université Concordia a voulu confronter les joueurs aux dilemmes des travailleuses du sexe. Voir : <http://bit.ly/1McJ7r0>

Forum Innover pour continuer 27-28 mars 2015

Qu'est-ce que le milieu de l'action communautaire doit conserver, jeter et recycler ? Vous avez votre petite idée là-dessus? Inscrivez-vous au Forum Innover pour continuer et faites partie de la réponse à cette grande question! Participez à la réflexion et aux échanges qui auront cours les 27 et 28 mars prochains dans le cadre de cet événement spécial qui se tiendra à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Ce forum est organisé par le Centre St-Pierre et Relais-Femmes, et il s'adresse aux personnes impliquées dans des groupes d'action communautaire et de femmes. Pour en savoir plus : <http://bit.ly/1wbBEqe>

Génération complices = communautés engagées

Sous ce thème se tiendra la 28e semaine l'amitié n'a pas d'âge (initiée par l'Association portant le même nom - membre de la Table) du 25 au 31 mai 2015. La Semaine a permis à de multiples organismes intéressés par le rapprochement inter-générationnel de faire connaître leurs activités. Un concours est aussi organisé. De plus, depuis 2012, le 25 mai a été officiellement décrété Journée québécoise l'amitié n'a pas d'âge par l'Assemblée nationale du Québec. Vous aussi, contribuez au décloisonnement des générations! Pour savoir qui peut participer, comment et pourquoi : <http://www.amitieage.org/>